

NATO CONFIDENTIEL
SSA/67/46

le 27 avril 1967

Au: Secrétaire Général
c.c. M. F. Bacchetti
Mr. F.C. Menne
Mr. Van Campen
du: Secrétaire du Sous-Groupe 2 du Groupe Spécial (AG/261)
Objet: Deuxième réunion du Sous-Groupe, le mercredi 26 avril 1967

Le Sous-Groupe s'est réuni sous la présidence de M. de Staercke pour examiner le questionnaire préparé par M. Spaak.

2. A l'exception des Etats-Unis représentés par M. Bowie, et de la France représentée par M. Schricke, tous les autres pays étaient représentés par leur Représentant Permanent, sauf l'Allemagne (M. Oncken), la Norvège (M. Busch), les Pays-Bas (M. Insinger) et le Portugal (M. de Almeida).

3. Comme précédemment les membres du Sous-Groupe ont parlé à titre personnel. Cependant, certains d'entre eux (Italie, Grèce) qui attendent probablement des instructions, sont peu intervenus et se réservent de le faire lors d'une troisième réunion qui aura lieu le vendredi 5 mai à 15h.30 (la réunion présidée par M. Spaak demeurant fixée au lundi 8 mai à 10h.30).

4. Veuillez trouver ci-joint la substance des principales interventions.

J. Leconte

DEUXIEME REUNION DU SOUS-GROUPE 2.

Le Représentant du Danemark pense qu'il faudrait prendre comme point de départ le rapport des Trois Sages de 1956 et l'étude sur la politique à long terme pour l'OTAN (période 1961-1971) préparée par M. Spaak en 1960-61. Partant de ce dernier rapport, il faudrait voir comment la situation s'est développée de 1961 à 1967 et en tirer une projection dans l'avenir.

Le Représentant de la Grèce pense qu'il faut cependant éviter de trop s'étendre sur des considérations historiques.

Le Représentant des Etats-Unis

Il faut analyser aussi fondamentalement que possible les éléments qui détermineront nos relations sur une longue période.

Il ne faut pas seulement chercher ce que l'on peut faire à l'heure actuelle mais arriver à déterminer de nouvelles perspectives. Il y a eu évolution et changement. D'où la nécessité de définir ce que les relations à l'intérieur de l'Alliance pourront être sur une assez longue période.

En somme, le rapport pourrait s'ordonner autour de trois idées :

- a. Quels sont les intérêts qui sont communs aux pays de l'Alliance, continueront à l'être et assureront notre cohésion.
- b. Inversement, quelles sont les sources de frictions et de division.
- c. Y a-t-il une évolution qui puisse permettre de contrôler et de surmonter nos difficultés actuelles dans une perspective à long ou moyen terme.

Le Représentant de la Turquie pense que sur la base des rapports de 1956 et de 1960-61 on doit déterminer ceux de nos problèmes actuels qui sont permanents, puis au delà déterminer ceux qui constituent des problèmes nouveaux.

Le Représentant du Canada pense comme le Représentant des Etats-Unis qu'il faut se concentrer sur les tâches futures de l'Alliance bien plus que sur le passé. Il ne faut pas s'étendre sur des questions non productives comme celle qui est soulevée dans la partie II du questionnaire : peut-il y avoir une Alliance sans Organisation?

Le Représentant de l'Allemagne est également d'avis que le rapport doit porter sur les tâches futures et doit éviter ce qui peut y avoir un effet de division. Il faut mettre en évidence ce qui est commun à l'Alliance.

Le Représentant de la France attire l'attention sur l'Exercice de l'APAG en Grèce qui a porté sur les relations et l'équilibre entre alliés et notamment avec les Etats-Unis.

Le Représentant du Royaume-Uni insiste également pour que le rapport soit surtout consacré aux tâches futures. On doit partir du postulat que l'Alliance existe, est toujours nécessaire et doit continuer à exister.

Il y a eu des changements dans l'Alliance depuis 1956. Quels sont ses effets sur la situation actuelle et quelles sont les tâches de l'Alliance dans les circonstances nouvelles.

Parmi ces faits nouveaux, il convient de tenir compte :

1. de la naissance et du développement des organisations européennes (Marché Commun, Union de l'Europe Occidentale, zone de libre-échange). Quelles sont les possibilités d'action des pays européens agissant ensemble?
2. La réduction de la tension et la tendance à la détente. A ce propos, il ne faut pas trop s'approfondir sur les questions idéologiques soulevées dans la partie II du questionnaire.
3. Nous avons fait nous-mêmes certains progrès. Aussi, ne convient-il pas de s'attarder trop sur ce qui peut nous diviser et que nous avons du reste appris à surmonter (exemple : planification nucléaire). Il faut retenir ce qui a montré que l'Alliance peut se maintenir malgré les difficultés.

Le Représentant de l'Italie est d'accord avec son collègue britannique. Il convient de ne pas bousculer l'Alliance en soulignant exagérément les questions qui sont difficiles à résoudre. Il faut se tourner plus vers l'avenir que vers le passé.

Cette idée est reprise par le Représentant de la Norvège qui insiste pour que le rapport s'adresse à ce qui nous unit plus qu'à ce qui nous divise.

Résumant cette partie de la discussion, le Président (M. de Staercke) conclut qu'il faudra donc dans le rapport :

- éliminer les questions relevant du passé qui n'ont pas d'importance pour l'avenir;
- prendre comme postulat l'existence de l'Alliance et chercher ce qui pourrait mieux fonctionner à l'avenir;
- distinguer les intérêts communs, les questions qui peuvent diviser et ce qui nous permet de prendre patience.

Les Sous-Groupe passe alors à un premier examen plus détaillé des différentes parties du questionnaire.

Le Représentant des Etats-Unis pense que dans la partie II du questionnaire, on pourrait distinguer ce que sont les tâches communes des pays de l'Alliance et celles que l'Alliance peut faire.

Entre les parties II et III, il faudrait traiter des questions qui nous divisent :

Quelle est la nature de la situation qui rend la coopération difficile ?

Il conviendrait ici de mentionner la disparité qui existe entre les Etats-Unis et les pays européens, difficultés sans doute transitoires mais qui font que les Etats-Unis et les pays européens ne sont pas pleinement des partenaires.

Il faudrait aussi tenir compte de la diminution de la tension qui n'incite pas à faire des sacrifices. Certaines questions doivent être traitées ouvertement. Par exemple : inquiétude des pays européens qui se demandent si les Etats-Unis ne sont pas tentés de s'entendre directement avec l'URSS. A partir de là, il sera possible de voir ce que l'on peut considérer. Mais il ne faut pas hésiter à traiter les difficultés à ciel ouvert. Certaines frustrations sont plus supportables si l'on sait qu'elles ont un caractère transitoire.

Le Président souligne que la question de l'intensité variable de la participation des alliés à l'Alliance, qui a été soulevée par le Représentant du Royaume-Uni, est une question très intéressante pour l'avenir.

Le Représentant du Danemark, en ce qui concerne le chapitre II du questionnaire, pense qu'il ne faudrait pas trop s'étendre sur les questions idéologiques.

Approuvé par le Représentant de la Turquie, il souligne le danger qu'il y aurait à faire de la lutte contre le communisme la base essentielle de l'Alliance. Il pense qu'il n'est pas très utile de traiter la question 9 (distinction entre l'Alliance et l'Organisation). L'Organisation existe. La France y participe, comme en ce moment à cette réunion. Il faut éviter ce qui est négatif.

Le Représentant du Canada pense que les paragraphes 1 à 8 peuvent être réduits et serait en faveur de supprimer les questions 9 à 13 qui n'apportent pas de contribution positive.

PARTIE III du QUESTIONNAIRE

Le Représentant de la Turquie pense que les questions 19 et 20 sont trop absolues.

En ce qui concerne la question 21 (consultation politique), il souligne qu'elle représente la clé du problème et que du reste il y a eu des progrès dans ce domaine.

En ce qui concerne la question 24, dernier paragraphe, il se demande si une telle volonté a bien existé en 1956.

Au sujet de la question 26, il pense qu'il ne peut pas y avoir de critérium géographique.

Enfin, il est tout-à-fait opposé à des systèmes différents de consultation (question 27).

Le Représentant de l'Allemagne pense que la question 28 devrait être rendue plus claire.

Le Représentant du Royaume-Uni, faisant allusion aux questions 27 et 28, estime qu'il est extrêmement dangereux de suggérer qu'il puisse y avoir des groupements fixes de pays, et qu'il faut éviter d'institutionnaliser.

Le Représentant des Etats-Unis revient sur ce sentiment qu'ont les Européens d'une disparité par rapport aux Etats-Unis en termes d'influence et de puissance. C'est là un problème de base qu'aucune des propositions qui ont été formulées dans les rapports de 1956 et de 1960-61 ne pourrait résoudre.

Dans le rapport, il faudra mettre en évidence qu'un changement fondamental des rapports avec les Etats-Unis ne pourra venir que d'un accroissement de la capacité de l'Europe.

Le Représentant des la France observe qu'il s'agit essentiellement d'une responsabilité qui revient aux Européens. Des groupements comme celui des Sept et celui des Six commencent d'ailleurs à ajouter au poids relatif de l'Europe.

En conclusion, le Président estime qu'il faudra encore poursuivre cet échange de vues (le vendredi 5 mai à 15 heures 30), qu'il conviendrait que le rapport du groupe APAG soit distribué aux membres du Sous-Groupe et qu'il saisisse de la question le groupe spécial.

Il demande enfin que le texte du rapport de 1960-61, qui intéresse la plupart des Sous-Groupes, soit distribué par les soins du Secrétariat international.

NATO CONFIDENTIAL
ADDITIF au
S&A/67/46

ADDITIF AU COMPTE RENDU DE LA 2EME REUNION
DU SOUS-GROUPE 2 DU GROUPE SPECIAL (AC/261)
EN DATE DU 27 AVRIL 1967

Page 2 de l'Annexe

Prière d'ajouter, après l'intervention du Représentant du Royaume-Uni et avant celle du Représentant de l'Italie:

"Le Représentant du Secrétaire Général (M. Bacchetti) déclare que les principes exposés par le Représentant des Etats-Unis sont très justes et peuvent être conciliés avec le questionnaire. Ils en constituent, en effet, plutôt une interprétation. Il ne faut pas non plus perdre de vue que le présent et le passé sont liés. Il s'associe aussi personnellement aux idées exprimées par les Représentants du Canada, de l'Allemagne et du Royaume-Unis".

Page 3

Après l'intervention du Représentant du Danemark et avant celle du Représentant du Canada, prière d'ajouter:

"Le Représentant du Secrétaire Général observe que le chapitre II porte sur la nature de l'Alliance. Cette dernière a pour objectif de s'opposer militairement et politiquement à la menace soviétique. Il a, cependant, été reconnu dès le début que cette Alliance devait viser plus loin, notamment dans le domaine de la solidarité politique. En ce qui concerne les questions 5 à 8, il note que la menace soviétique est plus politique qu'idéologique. Il en résulte qu'il convient de mettre moins l'accent sur la base idéologique de l'Alliance et cite à ce propos le rapport des trois sages.

Les questions 9 à 13 se réfèrent à la solidarité politique au sein de l'Alliance. L'article 9 du Traité est un article clé. Peut-être convient-il de ne pas soulever ici le problème de l'organisation militaire.

En ce qui concerne la question 14, la réponse à donner doit être affirmative, sans pour autant accepter nécessairement toutes ses assomptions".